

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Iran

N° 62 du 25.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_iraniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

#### Tiré à Part

M. Mouallem : La Syrie et l'Iran "subissent des pressions et font l'objet de complots" de la part des occidentaux.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

"La Face Cachée du Pétrole" (1/2) : Le partage du monde.

2 Dossier & Point de vue

2-1 James Blitz, Joseph Menn et Daniel Dombey: [Affaire Stuxnet : la cyberguerre a commencé.](#)

2-2 Robert Gates met les points sur les I à Netanyahou en ce qui concerne l'Iran.

2-3 Michel Chossudovsky : Un mouvement anti-guerre à l'envers : la « voie humanitaire » vers la guerre nucléaire ?

3 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

3-1 Fabdany : [Décryptage de la stratégie militaire iranienne.](#)

3-2 Dmitri Zaks : La Russie dit à l'Iran de conserver des ambitions nucléaires pacifiques.

3-3 Lahouari Addi : Le « harki du système » et la croisade contre l'Iran.

4 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion

4-1 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

---

---

## Tiré à Part

### M. Mouallem : La Syrie et l'Iran "subissent des pressions et font l'objet de complots" de la part des occidentaux.

La Syrie et l'Iran "subissent des pressions et font l'objet de complots" de la part des occidentaux, a-t-il souligné. Concernant le dossier nucléaire iranien controversé, Mouallem a affirmé que « les Iraniens ont assuré que leur programme était civil » signalant que la Syrie était "opposée à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires".

Le ministre syrien a déploré la "double politique" menée par la communauté internationale dans ce domaine: "Israël possède plus de 250 ogives nucléaires ainsi que des centrales qui produisent des armes nucléaires et le monde garde le silence", a-t-il lancé.

[www.almanar.com.lb](http://www.almanar.com.lb)

---

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### "La Face Cachée du Pétrole" (1/2) : Le partage du monde.

"La face cachée du pétrole", documentaire de Patrick Barbéris adapté du livre du même nom d'Éric Laurent, montre en deux fois une heure que "l'or noir" aura été le moteur de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Des premiers forages de Rockefeller en 1860 jusqu'à l'actuelle guerre en Irak, en passant par la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide et le choc pétrolier de 1973, toute l'histoire géopolitique est intrinsèquement liée à l'or noir.

VIDEO 1 cliquez sur ce lien : [http://www.dailymotion.com/video/xewkez\\_la-face-cachee-du-petrole-12-le-par\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xewkez_la-face-cachee-du-petrole-12-le-par_news)

VIDEO 2 cliquez sur ce lien: [http://www.dailymotion.com/video/xewm92\\_la-face-cachee-du-petrole-2-2-les-g\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xewm92_la-face-cachee-du-petrole-2-2-les-g_news)

---

---

## 2 Dossier & Point de vue

### 2-1 James Blitz, Joseph Menn et Daniel Dombey: [Affaire Stuxnet : la cyberquerre a commencé.](#)

Israël a-t-il, il y a quelques mois, lancé un « ver » informatique à l'assaut du programme nucléaire iranien ? Peut-

être. Quelle est l'ampleur des dégâts ? Personne n'en sait rien. Est-ce l'apparition d'un nouveau type de conflit ?

Sans doute, hélas !

Assis dans son bureau, à Hambourg, Ralph Langner, un spécialiste allemand de la cybersécurité, se souvient du jour où il s'est retrouvé nez à nez avec le ver informatique\* Stuxnet. « Les bras m'en sont tombés, raconte-t-il. Étant dans le métier depuis vingt ans, j'avais prévenu mes clients que ce genre de tuile risquait d'arriver. Mais jamais je n'aurais pensé que ça prendrait une forme aussi sophistiqué et agressive.

Le logiciel malveillant Stuxnet est apparu il y a cinq mois. Depuis, il n'inquiète pas seulement les experts en nouvelles technologies, mais aussi les militaires et les gouvernements. À commencer par le régime iranien, dont le programme nucléaire pourrait avoir été sérieusement touché.

Il y a des années que les États ont pris conscience de la cybermenace. Le Pentagone admet que des hackers attaquent périodiquement ses systèmes de sécurité et tentent de s'emparer de ses secrets militaires. Et l'on a déjà vu un acteur (la Russie, sans doute) mener deux cyberattaques de grande ampleur, l'une contre l'Estonie en 2007, l'autre contre la Géorgie en 2008, qui ont désorganisé brièvement les réseaux de communication de ces deux pays.

L'apparition de Stuxnet a fait naître de nouvelles craintes. Car, pour la première fois, un groupe à ce jour inconnu est parvenu à fabriquer un ver capable de se propager tout seul et de pénétrer des systèmes industriels (d'une usine, d'une raffinerie ou d'une centrale nucléaire) afin d'en prendre le contrôle. « Il est programmé pour tout faire exploser, comme un cybermissile », explique Langner, qui a été l'un des premiers à attirer l'attention sur ses capacités destructrices.

Stuxnet a été découvert en Biélorussie, dans une entreprise de sécurité. En août, Microsoft a révélé qu'il avait infecté plus de quarante-cinq mille de ses ordinateurs. Les spécialistes ont alors établi qu'il visait spécifiquement des systèmes informatiques conçus par la firme allemande Siemens et utilisés pour faire fonctionner des pipelines ou des centrales électriques et nucléaires dans le monde.

Référence biblique

À la fin de septembre, la cible et les motifs de l'attaque se sont précisés. L'américain Symantec, qui aide les particuliers et les entreprises à sécuriser leurs systèmes d'information, a révélé que 60 % des ordinateurs infectés par le virus se trouvaient en Iran. Les autorités de ce pays ont reconnu que le ver avait infecté les systèmes Siemens de son réacteur nucléaire civil de Bouchehr, qu'elles espèrent être bientôt opérationnel.

Après cet aveu, les rumeurs sur l'origine de Stuxnet se sont intensifiées. Sa complexité et le fait qu'il soit configuré pour attaquer uniquement un certain type d'installations industrielles ont conduit les experts à penser que seul un État pouvait en être le concepteur. Certains montrent du doigt Israël, qui a beaucoup investi dans Unit 8-200, son centre secret contre la guerre informatique, et qui, convaincu que l'Iran s'efforce de se doter de l'arme atomique, considère ce pays comme une menace mortelle. La découverte dans le code du ver du mot « Myrtus » (une référence biblique à la reine Esther, l'une des grandes figures de l'histoire juive) conforterait cette hypothèse. Mais deux autres pays, les États-Unis et le Royaume-Uni, s'inquiètent eux aussi des intentions iraniennes et sont

dotés d'organismes qui pourraient être à l'origine de Stuxnet : le Pentagone, à Washington ; l'Agence de sécurité

nationale (NSA), dans le Maryland ; et le Government Communications Headquarters (GCHQ), à Cheltenham,

dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les agences de renseignements ont tenté d'évaluer les ravages causés par ce ver. Fin septembre, l'Iran a affirmé qu'aucun des centres vitaux de Bouchehr n'avait été endommagé, mais l'information est invérifiable. D'autant qu'au même moment Hamid Alipour, directeur adjoint de la société d'État iranienne des technologies informatiques, affirmait que « l'attaque continuait » et que « de nouvelles versions du ver se propageaient ».

Pourquoi Israël ou un autre pays s'en seraient-ils pris à Bouchehr ? « Quiconque attaque un réacteur nucléaire

est un irresponsable, car il risque de causer d'irréparables dommages à l'environnement, estime Mark Fitzpatrick, de l'Institut international d'études stratégiques, à Londres. D'autant que Bouchehr ne constitue pas une menace pour les Occidentaux. » À l'en croire, il serait plus intéressant de savoir si Stuxnet a contaminé la centrale à uranium enrichi de Natanz...

Dans de sales draps

Quoi qu'il en soit, l'affaire Stuxnet soulève bien d'autres problèmes. Son apparition laisse augurer une ère de guerre informatique durant laquelle un certain nombre d'États – et même des organisations terroristes – pourraient être amenés à faire usage de cette arme de destruction massive. « On n'est plus dans un scénario de film catastrophe, mais dans une tentative bien réelle de sabotage de systèmes de contrôle industriels », souligne Éric Chien, qui a étudié les ravages du ver chez Symantec.

Voici, selon Langner, comment Stuxnet se développe. D'abord, ses concepteurs doivent accéder au réseau des installations visées. Une infrastructure sensible n'est presque jamais connectée à internet, ce qui rend les attaques en ligne impossibles. Dans le cas de Bouchehr, le ver a sans doute été inoculé par des clés USB infectées qu'une agence de renseignements étrangère aurait installées en secret lors de la construction du réacteur par des ingénieurs russes. Le ver peut alors prendre le contrôle de l'ordinateur et exploiter les ressources de celui-ci pour assurer sa reproduction. « Et là, poursuit Langner, vous êtes dans de sales draps.

Stuxnet peut s'infiltrer dans les systèmes de contrôle de l'usine. » Impossible, dès lors, de l'arrêter. « Même si les ingénieurs découvrent son existence et déconnectent leurs ordinateurs portables, le ver est programmé pour poursuivre son attaque. »

Comment les gouvernements occidentaux entendent-ils se protéger contre pareille menace ? À Washington, on

redoute depuis longtemps que des hackers réussissent à voler des secrets industriels ou gouvernementaux. On craint aussi le développement d'une « petite » cybercriminalité, comme le vol de données bancaires. Mais Stuxnet a ravivé la crainte d'une guerre informatique de grande ampleur au cours de laquelle des infrastructures vitales seraient détruites.

Patron du nouveau centre chargé de défendre le Pentagone contre ce type d'attaques, le général Keith Alexander

le reconnaît volontiers : un nouveau Stuxnet pourrait provoquer une « catastrophe majeure ». Les dirigeants

américains affirment aussi vouloir protéger le secteur privé, mais beaucoup doutent qu'ils tiennent leur promesse. « Logiquement, c'est notre boulot de protéger les infrastructures privées du pays, commente Richard Clarke, un ancien responsable de la lutte antiterroriste. Hélas, le gouvernement n'a pas de politique en ce domaine... » Plusieurs officiers supérieurs mettent notamment en garde contre la très grande vulnérabilité des centrales hydroélectriques occidentales.

Les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie) pourraient décider conjointement de fixer des règles du jeu, comme elles le font pour lutter contre la prolifération nucléaire. « Nous savons que nous pouvons nous causer mutuellement de graves dommages, et personne n'y a intérêt », résume un ancien conseiller de Barack Obama. Il

n'empêche : toutes les tentatives de la Maison Blanche pour parvenir à un accord ont échoué. Et les soupçons qui

pèsent sur Israël, allié des États-Unis, à propos de Stuxnet ne vont pas arranger les choses.

Autre difficulté : « Comment riposter à ces cyberattaques alors qu'il est quasi impossible d'en déterminer la

provenance ? » s'interroge William Lynn, le secrétaire adjoint américain à la Défense.

Toutes ces questions vont assurément dominer les débats sur la sécurité mondiale au cours de la prochaine décennie. Mais dans l'immédiat, il s'agit avant tout d'évaluer l'ampleur des dégâts que Stuxnet a infligés aux Iraniens. S'ils sont importants et ont frappé leur programme nucléaire, Américains, Israéliens et Européens se froteront les mains. Il n'y aurait pourtant pas de quoi se réjouir. Car cela signifierait que la guerre de l'informatique vient de commencer.

\* Logiciel malveillant qui, contrairement à un virus informatique, n'a pas besoin d'un programme hôte pour se reproduire et s'infiltrer dans les systèmes de contrôle des installations industrielles. Son objectif est d'espionner l'ordinateur dans lequel il se trouve, de détruire ses données et/ou d'envoyer de multiples requêtes vers un serveur internet dans le but de le saturer.

Olivier MONTULET

« Si un homme pervers vous apporte une nouvelle, vérifiez-en la teneur, de crainte de faire du tort à des innocents, par ignorance, et d'en éprouver ensuite des remords »

Les Appartements, 49.6., Coran

« Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même »

Sun-Tse, L'Art de la Guerre

« La liberté commence où l'ignorance finit »

Victor Hugo

Optimisme

L'état providence en fait c'est l'Etat qui renfloue les banques et qui s'endette auprès d'elles en payant des intérêts usuriers pour emprunter l'argent qu'il leur a donné.

Message de l'auteur

"Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement. Seuls les textes signés de ma plumes sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir.

On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein) et que mon nom soit cité."

James Blitz, Joseph Menn et Daniel Dombey (FT)

19/11/2010

---

## 2-2 Robert Gates met les points sur les I à Netanyahou en ce qui concerne l'Iran.

Le moins que l'on puisse dire est que Netanyahou est vraiment la bonne grosse marionnette du Klan sioniste planqué à Washington. Chaque fois que vous le voyez se rendre aux Etats-Unis, il va chercher les "ordres". Là-bas, ils vont lui tracer la "Feuille de route" à suivre pour la colonisation d'abord. Il va lui être intimé l'ordre de ne pas stopper quoique ce soit dans le processus colonial. Ils ont dû remarquer qu'il avait eu un "léger flottement" lorsqu'il a proposé "un gel de la colonisation contre la reconnaissance d'un Etat du Peuple juif." Qui peut être dupe de ce marché de maquignon ? Comme déjà expliqué Netanyahou n'a été choisi que pour les "casserolles" qu'il se trimballe. Selon la Bible Protocolaire des machiavéliques pervers dont nous avons déjà parlé ICI :

Pour arriver à de tels résultats, nous prendrons nos mesures, afin qu'on nomme des présidents ayant à leur passif un scandale..., ou quelque autre affaire louche du même genre. Un président de cet acabit sera le fidèle exécuteur de nos plans, parce qu'il craindra d'être découvert, et sera dominé par cette peur qui s'empare toujours d'un homme parvenu au pouvoir et qui désire vivement conserver les privilèges et les honneurs que lui confère sa haute charge.

Nous donnerons ce pouvoir au président responsable, qui sera comme une marionnette entre nos mains.

Protocole VI

Netanyahou possède tous les atouts pour être servile aux "Maîtres d'oeuvre". D'abord parce que c'est un corrompu de nature. Un individu superficiel sans intelligence que l'on peut facilement acheter. Il aime le luxe, la grande vie, parader, jouer les gros bras alors qu'il n'est qu'un ventre mou. Comme le trois-quart des sionistes qui lui ressemblent. C'est un faiblard doublé d'un menteur et d'un hypocrite. En haut lieu, ils savent très bien qu'il peut s'asseoir sur son Honneur sans problème, dire une chose et son contraire, promettre et ne pas tenir, passer pour un con aux yeux de la communauté internationale, cela ne le dérangera pas du tout.

Dans un avenir proche, nous rendrons le **PRESIDENT RESPONSABLE**. Nous **APPLIQUERONS HARDIMENT** alors, et **SANS SCRUPULES, LES PLANS DONT NOTRE "DUMMY" (CELUI QUI FAIT LE "MORT" au whist)** sera responsable.

Ceux qui croient que les Protocoles sont des faux se trompent lourdement. C'est la Feuille de route de la Caste qui a posé son grappin sur les juifs dans le seul but de profiter d'eux, de leur nuire et en suivant profiter et nuire au monde entier. Netanyahou n'est qu'un pantin manipulable à souhait. A cause de ses magouilles d'abord et de sa personnalité insipide en second.

Des présidents responsables réduits au rôle de pantins.

Nous donnerons ce pouvoir au PRESIDENT RESPONSABLE, QUI SERA COMME UNE MARIONNETTE ENTRE NOS MAINS...

Netanyahou peut ramener sa grosse fraise en Israël et jouer les importants, il n'est rien d'autre qu'un jouet aux mains de l'Armée et des services secrets, bras armés du sionisme... dont chaque membre est endoctriné depuis son plus jeune âge pour servir la NATION. Ils sont autour de lui pour le cantonner dans son rôle de mounaque, prendre les décisions à sa place et appliquer le programme qui vient de Washington.

Fonctionnaires serviles

Nous choisirons parmi le public des ADMINISTRATEURS AUX TENDANCES SERVILES. Ils seront INEXPERIMENTES DANS L'ART DE GOUVERNER. Nous LES TRANSFORMERONS FACILEMENT EN PIONS SUR NOTRE ECHIQUIER où ils seront MUS PAR NOS SAVANTS ET SAGES CONSEILLERS, TOUT SPECIALEMENT FORMES DES LA PLUS TENDRE ENFANCE pour le gouvernement du monde.

Et si jamais Netanyahou s'égare, c'est-à-dire s'il prend des décisions qui ne sont pas prévues dans le "programme" -malgré les conseils des "agents de Sion"- alors il reçoit un coup de téléphone de Washington où il lui est explicitement demandé de rappliquer là-bas, sans rechigner et dare-dare, où ils lui mettront les points sur les I.

Tout ceux qui soutiennent la Palestine ou qui se disent pour la Paix entre les Peuples ignorent cette dimension de l'Organisation qui chapeaute l'ensemble du processus dit "sioniste". Juifs ou non-juifs. Sionistes ou non-sionistes. Ils sont toujours dans leur petit nuage, plus de soixante-ans après l'implantation de cet appareillage en Palestine. Ils font semblant d'ignorer que cette "Entreprise" ne veut pas de Palestine. Ils continuent de se noyer dans l'illusion. La Vérité leur fait peur. Et pourtant, la Vérité est celle-là. La Palestine n'est pas prévue au programme. C'est d'ailleurs l'unique raison qui fait que la colonisation n'a jamais cessé et va toujours grandissant. Un aveugle y verrait. Mais comme tout le monde ignore le Plan du Sommet, tout le monde continue d'espérer connement comme s'il y avait quelque chose à espérer de ceux qui veulent mener le monde à sa perte. Car le problème de la Palestine n'est que l'arbre qui cache la forêt. Il est, en effet, le moyen qui permettra aux Planificateurs de déclencher la 3ème guerre mondiale comme ils ont programmé les deux premières. Tout ce qu'ils font est calculé. Voilà pourquoi Netanyahou fanfaronne en disant aux colons que "l'Amérique ne se mettra

pas en travers de notre chemin, on en fait ce qu'on en veut." C'est ce qu'il croit stupidement. Mais ceux qui le commandent savent très bien que pour réussir, ils seront obligés de passer en force. Ce qui inévitablement se traduira par des tensions de plus en plus fortes venant de tous les pays du monde, y compris de l'Amérique. Voilà pourquoi Robert Gates s'est permis de remettre les pendules à l'heure à la marionnette du Sionisme, en ce qui concerne les pressions demandées sur l'Iran.

Mais les tensions, les récriminations ou toute autre forme de contestation contre l'Entreprise Sionisme ne feront qu'accentuer sa rage de poursuivre ce qui a été commencé. Leur Plan l'exige. Reprendre tous les territoires liés à l'Histoire Mythique, s'emparer de Jérusalem. Il y a un troisième point très important pour eux dont nous ne parlerons pas ici mais qui concerne la Rédemption des Juifs. Voilà pourquoi ils tiennent tout particulièrement à les parquer là-bas tout comme ils tiennent à ce que l'Etat soit "juif" et non israélien. Celui qui ignore l'Histoire Mythique ignore également l'Histoire Mystique. Bref. L'avenir s'annonce lugubre car pour mener à bien leur Plan, ils vont être obligés d'utiliser tout un tas de subterfuges, false-flags, attentats, et autres moyens de convaincre les récalcitrants, tout en faisant porter le chapeau aux Musulmans, cela va de soi. Nous en avons déjà un aperçu avec les incessantes apparitions de ben Laden qui gît à six pieds sous terre depuis belle lurette ou les menaces d'attentats sur l'Europe, et notamment dans les pays qui ne se conforment pas à leurs dictats.

Lorsque les chefs d'Etat ont le malheur de ne pas aller dans leur sens, il y a toujours rétorsion. Observons ce qui va se passer là, après la réplique de Gates à Netanyahou. Il faut s'attendre à des attentats en Irak, à des soldats américains tués en Afghanistan ou à tout autre action dans ce genre. Car c'est ainsi que fonctionne la Cohorte qui trône au sommet du monde.

Mais malheureusement tout le monde est aveugle et sourd à cette menace. Et cette ignorance sert les manipulateurs.

Washington en désaccord avec Tel-Aviv

L'administration Obama rejette les prétentions du premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou selon lesquelles une menace militaire « crédible » doit nécessairement être brandie pour empêcher le régime iranien de développer une bombe nucléaire.

« Je ne serais pas d'accord pour dire que seule une menace militaire crédible peut forcer l'Iran à prendre des mesures pour mettre fin à son programme d'armes nucléaires », a déclaré le secrétaire à la Défense Robert Gates.

« Nous sommes prêts à faire ce qui est nécessaire, mais en ce moment, nous continuons de penser que l'approche économique et politique que nous avons adoptée a en fait un impact sur l'Iran », a précisé M. Gates, lundi, lors d'une conférence de presse donnée à Melbourne, en Australie.

Les États-Unis affirment qu'ils n'écartent pas l'idée de recourir à la force contre l'Iran, mais ne croient pas qu'il s'agisse de la meilleure option. Washington cherche plutôt à conclure un marché en vertu duquel les puissances occidentales enrichiraient l'uranium produit en Iran afin de lui fournir du combustible pour ses centrales nucléaires civiles.

Des discussions à ce sujet entre Téhéran et le groupe 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) pourraient reprendre bientôt. Un projet d'entente semblable a avorté l'an dernier.

Processus de paix bloqué

L'appel en faveur d'une menace militaire crédible a été lancé dimanche par le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, lors d'une rencontre avec le vice-président américain Joe Biden à La Nouvelle-Orléans, en Louisiane.

« La seule manière de s'assurer que l'Iran n'obtienne pas d'armes nucléaires est de brandir une menace crédible d'action militaire contre lui s'il n'arrête pas sa course à la bombe atomique », a dit M. Nétanyahou à Joe Biden, selon un haut responsable israélien, qui a requis l'anonymat.

Selon le porte-parole du premier ministre israélien, Mark Regev, M. Nétanyahou a aussi affirmé à Joe Biden que « les sanctions sont importantes et augmentent la pression contre l'Iran ». « Jusqu'à présent, il n'y pas eu de changement dans la conduite de l'Iran et une augmentation de la pression internationale est nécessaire », a ajouté le premier ministre.

Lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée générale des fédérations juives d'Amérique du Nord après sa rencontre avec M. Nétanyahou, M. Biden a déclaré : « Nous continuons de rechercher une solution pacifique et espérons que les leaders iraniens reconsidéreront leur ligne de conduite destructrice ». Il a ajouté que les États-Unis étaient fermement résolus à empêcher l'Iran de fabriquer une arme nucléaire.

Le régime iranien affirme qu'il développe son programme nucléaire à des fins strictement civiles. Les puissances occidentales sont cependant sceptiques et ont adopté plusieurs séries de sanctions contre Téhéran afin de le forcer à coopérer avec la communauté internationale, et notamment avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Les affirmations du premier ministre israélien surviennent au moment où les négociations avec les Palestiniens, que souhaite Washington, sont au point mort.

La relance du processus de paix, fin août, aux États-Unis, s'est arrêtée un mois plus tard lorsqu'un moratoire sur les constructions dans les colonies juives de Cisjordanie a expiré. Les Palestiniens refusent de négocier tant que des colons israéliens continuent de construire sur leurs terres.

Rencontre avec Ban Ki-moon

Le premier ministre Nétanyahou doit lui-même s'adresser à l'assemblée générale des fédérations juives. Il se rendra ensuite à New York pour s'entretenir avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Il compterait notamment s'opposer à une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance des Palestiniens.



Le New York Times a récemment révélé que les autorités palestiniennes préparent cette option en coulisse, étant donné le blocage dans les négociations de paix.

M. Nétanyahou rencontrera la secrétaire d'État Hillary Clinton jeudi. Il ne rencontrera cependant pas le président Barack Obama, qui effectue une tournée de 10 jours en Asie.

Sources [Radio Canada](#)

Posté par Adriana Evangelizt

Mardi 9 novembre 2010

<http://palestine.over-blog.net/article-robert-gates-met-les-points-sur-les-i-a-netanyahou-en-ce-qui-concerne-l-iran-60636576.html>

---

## 2-3 Michel Chossudovsky : Un mouvement anti-guerre à l'envers : la « voie humanitaire » vers la guerre nucléaire ?

Militance anti-guerre bidon : la « voie humanitaire » vers la guerre nucléaire ?

Certaines guerres étasuniennes sont catégoriquement condamnées, alors que d'autres sont présentées comme des « interventions humanitaires ». Une part significative du mouvement antiguerre étasunien condamne la guerre mais appuie la campagne contre le terrorisme international, qui constitue le fondement de la doctrine militaire des États-Unis.

La théorie de la « guerre juste » a servi à camoufler la nature de la politique étrangère étasunienne, tout en procurant un visage humain aux envahisseurs. Autant dans sa version classique que contemporaine, la théorie de la guerre juste préserve l'idée de la guerre comme « opération humanitaire ». Elle appelle à l'intervention militaire pour des raisons éthiques et morales contre les « insurgés », les « terroristes » et les « États faillis » ou « voyous ».

Enseignée dans les académies militaires étasuniennes, une version moderne de la théorie de la guerre juste a été incorporée dans la doctrine militaire des États-Unis. La « guerre au terrorisme » et la notion de « préemption » sont fondées sur le droit à l'« autodefense ». Elles définissent « quand il est permis de faire la guerre » : *jus ad bellum*.

Le *jus ad bellum* a servi à fabriquer un consensus au sein des structures de commandement des Forces armées. Elle a également aidé à convaincre les troupes qu'elles se battent pour une « cause juste ». De manière plus générale, dans sa version moderne, la théorie de la guerre juste fait partie intégrante de la propagande guerrière et de la désinformation médiatique, pratiquées dans le but d'obtenir l'appui du public pour un programme de guerre. Avec Obama comme lauréat du prix Nobel de la paix, la guerre juste est maintenant acceptée universellement, défendue par la soi-disant communauté internationale. Le but ultime est d'assujettir les citoyens, de dépolitiser complètement la vie sociale aux États-Unis, d'empêcher les gens de penser et de conceptualiser, d'analyser les faits et de contester la légitimité de la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN.

« La guerre devient la paix », « une entreprise humanitaire » qui en vaut la peine, et la dissidence pacifique devient de l'hérésie.

L'éclatement de la guerre en Yougoslavie en mars 1999 a été à maints égards un point tournant dans le développement de la « guerre juste » menée pour des « raisons humanitaires ». De nombreux secteurs de la gauche, en Amérique et en Europe de l'Ouest ont embrassé le concept de la « guerre juste ». Bien des organisations « progressistes » ont défendu ce qu'ils percevaient comme une « guerre humanitaire » visant à protéger les droits des Albanais du Kosovo. La guerre a été décrite comme une guerre civile plutôt que comme une invasion et un bombardement menés par les États-Unis et l'OTAN.

Au plus fort des bombardements de l'OTAN, plusieurs auteurs « progressistes » ont décrit l'Armée de libération du Kosovo (ALK) comme une armée de libération nationaliste de bonne foi, dévouée à la défense des droits civils des Albanais kosovars. L'ALK était une organisation terroriste soutenue par la CIA et liée au crime organisé. Sans preuves, on a présenté le gouvernement yougoslave comme responsable du déclenchement d'une crise humanitaire au Kosovo. Dans les termes du professeur Richard Falk :

La guerre du Kosovo était une guerre juste car elle a été entamée pour éviter un cas probable de « nettoyage ethnique » entrepris par le leadership serbe de l'ancienne Yougoslavie et elle a réussi à donner au peuple du Kosovo l'opportunité d'un avenir pacifique et démocratique. Il s'agissait d'une guerre juste, bien qu'elle ait été lancée illégalement, sans l'autorisation des Nations Unies, et même si la façon dont elle a été menée a indûment causé des pertes civiles chez les Kosovars et les Serbes, tout en minimisant le risque de décès ou de blessures du côté de l'OTAN ».

(Voir [http://www.wagingpeace.org/articles/2003/08/01\\_falk\\_interview.htm](http://www.wagingpeace.org/articles/2003/08/01_falk_interview.htm))

Comment une guerre peut-elle être « juste » lorsqu'elle « est entreprise illégalement » et qu'elle entraîne la mort d'hommes, de femmes et d'enfants?

Une guerre illégale, qui constitue un acte criminel, est justifiée comme étant une entreprise humanitaire. Plusieurs médias progressistes ont pris le train en marche en condamnant sans preuves le « régime Milosevic », tout en excusant la guerre menée par l'OTAN et en exprimant un appui mitigé pour l'ALK. Stephen Shalom l'exprimait ainsi, dans un article de ZNet :

« Je sympathise avec l'argument suivant : si les gens [de l'ALK] veulent se battre pour leurs droits, s'ils ne demandent pas à d'autres de le faire pour eux, alors les armes qui les aideront à réussir devraient leur être fournies. Un tel argument me semblait convainquant relativement à la Bosnie. » (Cité dans Michael Karadjis, *Bosnia, Kosova & the West*, Resistance Books, 2000, p. 170).

Human Rights Watch (HRW), connu pour son appui à la politique étrangère étasunienne, a « fortement conseillé un changement de régime en Yougoslavie, soit par la mise en accusation du président Slobodan Milosevic ou par une guerre étasunienne qui aurait le même résultat ». (Edward S. Herman, David Peterson et George Szamuely, *Yugoslavia: Human Rights Watch in Service to the War Party*, Global Research, 9 mars, 2007). Selon un article de Fred Abrahams de HRW publié par le New York Herald Tribune :

[L]'incapacité de la communauté internationale à punir Milosevic pour des crimes commis en Croatie et en Bosnie a envoyé le message qu'il pourrait récidiver et s'en sortir à nouveau impunément. Il est maintenant évident que l'on ne peut pas se fier à l'homme qui a déclenché ces conflits pour les faire cesser. (Fred Abrahams, "The West Winks at Serbian Atrocities in Kosovo," International Herald Tribune, 5 août, 1998. Cité dans Edward S. Herman et al, op. cit.)

Punir un chef d'État en faisant la guerre à son pays?

En 1999, Milosevic était qualifié de « boucher de Belgrade » par l'hebdomadaire britannique « progressiste » The Observer (Voir Peter Beaumont et Ed Vulliamy, Ten years on, the end of the line, The Observer, 24 juin 2001)

Le même raisonnement a été mis de l'avant relativement à Saddam Hussein durant les mois qui ont mené au bombardement et à l'invasion de l'Irak en mars 2003. Saddam Hussein a été décrit par le même auteur du London Observer comme le « boucher de Bagdad » :

Le rédacteur en chef aux affaires étrangères, Peter Beaumont, décrit l'enfance de Saddam dans la solitude, son bain de sang vers le pouvoir et son mauvais calcul fatal concernant ses ennemis étrangers. (Voir Peter Beaumont. The death of Saddam Hussein, The Observer, dimanche 31 décembre, 2006)

Entre-temps, on mentionne rarement les noms des « bouchers de Washington, de Londres et de Bruxelles » qui ont mené une « guerre juste » contre les peuples de la Yougoslavie, de l'Afghanistan, de la Palestine et de l'Irak.

### **Faux activisme antiguerre : présenter l'Iran comme une menace nucléaire**

Nombreux sont ceux dans le mouvement antiguerre qui, tout en blâmant l'administration étasunienne, condamnent aussi le gouvernement du président Ahmadinejad pour sa position belliqueuse envers Israël. Le raisonnement *jus ad bellum* ayant servi de prétexte au bombardement de la Yougoslavie pour des raisons humanitaires est désormais appliqué à l'Iran.

Le président Ahmadinejad voudrait qu'Israël soit « rayé de la carte », comme le rapportait le New York Times pour la première fois en octobre 2005 :

Le nouveau président conservateur iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a dit mercredi qu'Israël doit être « rayé de la carte » et qu'il serait détruit par les attaques des Palestiniens, selon l'agence de presse ISNA. Ahmadinejad parlait à un public d'environ 4000 étudiants à une émission nommée « Le monde sans sionisme » [...] Son ton évoquait les débuts de la révolution islamique iranienne en 1979. Depuis ce temps, l'Iran et Israël sont des ennemis jurés et les slogans anti-Israël sont fréquents lors de rassemblements. (Voir Nazila Fathi, Wipe Israel 'off the map' Iranian says - The New York Times, 27 octobre 2005)

Le commentaire « rayé de la carte » attribué au président iranien n'a jamais été fait. La rumeur a été fabriquée par les médias étasuniens dans le but de discréditer le chef d'État et de fournir une justification pour mener une guerre totale contre l'Iran :

Le 25 octobre 2005 [...] le président iranien nouvellement élu Mahmoud Ahmadinejad a fait un discours à une émission intitulée « Le monde sans sionisme » [...]



Avant de se pencher sur la remarque tristement célèbre, il est important de noter que la « citation » en question en était déjà une : ce sont les mots de feu l'ayatollah Khomeini, le père de la révolution islamique. Bien qu'il ait cité Khomeini pour affirmer sa propre position face au sionisme, les mots exacts sont de Khomeini, pas d'Ahmadinejad. Par conséquent, on a attribué à Ahmadinejad (ou blâmé celui-ci pour) une citation qui non seulement n'est pas originale, mais qui représente également un point de vue qui existait déjà bien avant qu'il n'arrive au pouvoir.

#### LA CITATION EXACTE :

Alors qu'est-ce qu'Ahmadinejad a dit exactement ? Pour citer ses termes exacts en farsi :

« Imam ghoft een rezhim-e ishghalgar-e qods bayad az safheh-ye ruzgar mahv shavad. »

Pour la plupart des gens, ce passage ne voudra rien dire, mais un des mots évoquera peut-être quelque chose : rezhim-e. Il s'agit du mot « régime », qui se prononce comme en français avec le son « eh » ajouté à la fin. Ahmadinejad n'a pas fait référence à Israël en tant que pays, ou en tant que masse terrestre, il a fait référence au régime israélien. Cette distinction est considérablement significative, puisqu'on ne peut pas rayer un régime de la carte. Ahmadinejad ne mentionne même pas Israël, il utilise plutôt spécifiquement la phrase « rezhim-e ishghalgar-e qods » (le régime occupant Jérusalem).

Cela soulève donc la question suivante : que voulait-il donc « rayer de la carte » ? La réponse est : rien. Et ce, parce que le terme « carte » n'a jamais été utilisé. Le terme « carte », « nagsheh » en persan, n'apparaît nulle part dans sa citation originale en persan, ni d'ailleurs dans tout son discours. Le terme occidental « rayer » n'a pas non plus été dit. Pourtant, on est porté à croire que le président de l'Iran a menacé de « rayer Israël de la carte », même s'il n'a jamais prononcé les mots « carte », « rayer » ou même « Israël ».

#### LA PREUVE :

La citation complète traduite littéralement en français est : « L'Imam a dit que ce régime occupant Jérusalem doit disparaître de la page du temps. »

Voici la traduction mot-à-mot :

Imam (Khomeini) ghoft (a dit) een (ce) rezhim-e (régime) ishghalgar-e (occupant) qods (Jérusalem) bayad (doit) az safheh-ye ruzgar (la page du temps) mahv shavad (disparaître de).

La transcription complète du discours en farsi, archivée sur le site web d'Ahmadinejad, est disponible à l'adresse ci-dessous :

[www.president.ir/farsi/ahmadinejad/speeches/1384/aban-84/840804sahyonizm.htm](http://www.president.ir/farsi/ahmadinejad/speeches/1384/aban-84/840804sahyonizm.htm)

(Voir l'article détaillé d'Arash Norouzi, [Israel: "Wiped off The Map". The Rumor of the Century, Fabricated by the US Media to Justify An All out War on Iran](#), Global Research, 20 février 2007)

Ce soi-disant commentaire, « rayer Israël de la carte », a non seulement servi à justifier une attaque préemptive contre l'Iran, mais aussi à assujettir et contenir le mouvement antiguerre.

Alors que le danger d'une guerre totale contre l'Iran est préoccupant, il ne représente pas une priorité pour les mouvements antiguerre étasunien, canadien et européen. Aux États-Unis, il y a très peu d'événements antiguerre axés sur les menaces des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. (Voir Main US antiwar collective: [United for Peace & Justice : Index](#), [United for Peace & Justice : Events](#)).

Par ailleurs, une campagne menée par United Against Nuclear Iran (Unis contre un Iran nucléarisé) est en cours, appelant le président Obama et le Congrès étasunien à empêcher l'Iran de développer des armes nucléaires. (Voir la [page d'accueil d'UANI](#)). Le collectif UANI, fondé par des personnes nommées par Obama, Richard Holbrooke et Gary Samore, prétend inclure « des organismes humanitaires et défendant les droits humains, le mouvement syndical, des organisations locales et à la défense d'intérêts politiques ». ([Coalition | UANI](#))

Exception faite de la désapprobation d'Arash Norouzi, nombreux sont ceux dans le mouvement antiguerre qui, tout en condamnant les États-Unis, continuent de croire que l'Iran constitue une menace et que la solution consiste en un « changement de régime ». Le financement des ONG (lesquelles sont des membres constituants d'importants collectifs antiguerre) par des organismes de charité et des fondations privées exonérés d'impôts, a également contribué à l'affaiblissement du mouvement antiguerre par rapport à l'Iran. De nombreux activistes perçoivent ce pays comme un agresseur potentiel. Ses armes nucléaires inexistantes sont considérées comme une menace à la sécurité mondiale.

Une guerre préventive (« *preemptive* ») contre l'Iran à l'aide d'armes nucléaires tactiques étasuniennes est sur la planche à dessin du Pentagone depuis le milieu de l'année 2003. Le président Obama et la

secrétaire d'État Hillary Clinton ont tout deux déclaré que « toutes les options sont sur la table », incluant l'utilisation d'armes nucléaires contre l'Iran, sans réaliser que l'utilisation de ces armes pourrait conduire l'humanité à une guerre nucléaire mondiale, comme l'a souligné Fidel Castro dans un récent discours : Il existe aujourd'hui un risque imminent de guerre impliquant ce genre d'arme et je n'ai pas le moindre doute qu'une attaque des États-Unis et d'Israël contre la République islamique d'Iran se transformerait inévitablement en conflit nucléaire mondial. (Fidel Castro Ruz, [VIDEO: Message de Fidel contre la guerre nucléaire: "Dans une guerre nucléaire, le dommage collatéral serait la vie humaine, l'existence même de l'humanité."](#), Mondialisation.ca, 21 octobre 2010)

### **La guerre et l'économie**

L'économie de guerre est présentée comme un moyen de générer de l'emploi. Au plus fort d'une crise économique, on demande aux syndicats non seulement de faire semblant de promouvoir la création d'emploi dans l'industrie de la défense, mais aussi d'assouplir leur position antiguerre. Ironie amère du sort, selon le Washington Post une guerre contre l'Iran aurait aussi l'avantage de résoudre la crise économique et de déclencher une « reprise économique de guerre ».

« Quoi d'autre pourrait avoir un impact sur l'économie? La réponse est évidente, mais ses implications sont effrayantes. La guerre et la paix influencent l'économie.

Revenons à FDR et à la Grande dépression. Qu'est ce qui a résolu la crise économique? La Seconde Guerre mondiale.

C'est là qu'Obama semble triompher. À l'aide d'un fort appui républicain au Congrès pour contester les ambitions de l'Iran de devenir une puissance nucléaire, il peut passer beaucoup de temps en 2011 et 2012 à orchestrer une confrontation avec les mollahs. Cela l'aidera sur le plan politique puisque le parti de l'opposition l'incitera à aller dans cette direction. Puis, lorsque la tension montera et que nous accélérerons les préparations de guerre, l'économie se portera mieux.

Certes, je ne suggère pas que le président provoque une guerre pour être réélu. Cependant, la nation se ralliera à Obama dans ce cas puisque l'Iran représente la plus grande menace pour le monde en ce jeune siècle. S'il arrive à confronter cette menace et à contenir les ambitions nucléaires de l'Iran, il aura rendu le monde davantage sécuritaire et pourra être vu comme l'un des présidents les plus prospères de l'histoire. »

(David Broder, The War Recovery, Washington Post, 31 octobre 2010)

4 nov. 2010

Article original en anglais : [Fake Anti-war Activism. The "Humanitarian Road" Towards an all out Nuclear War ?](#), publié le 4 novembre 2010.

*Traduction par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca. [j'ai remplacé sa trad du titre "Un mouvement antiguerre à l'envers" que je trouve ambiguë, par une trad plus littérale de "Fake Antiwar Activism" - RM]*

**Michel Chossudovsky** est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa.

Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).

Michel Chossudovsky est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre et de la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial (best-seller international publié en 12 langues).

[Articles de Michel Chossudovsky publiés par Mondialisation.ca](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21855>

---

---

## **3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage**

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Des articles pour mieux connaître l'Iran

### **3-1 Fabdany : [Décryptage de la stratégie militaire iranienne.](#)**

Comme je l'avais annoncé dans le billet précédent de la série [L'Iran pour les nuls](#), voici un billet sur la stratégie militaire iranienne, basée sur des tactiques innovantes et soutenant les objectifs impériaux de l'Iran.

Afin d'illustrer le propos sur la stratégie militaire de l'Iran, il me paraît avant tout nécessaire de faire un état des lieux des capacités de ses forces armées avant de détailler la façon dont elles pourraient être mises en oeuvre. J'avais décrit succinctement les composantes des forces armées iraniennes [dans un précédent billet](#). Mais il me semble nécessaire de faire un rapide rappel.

Les iraniens comptent plus sur leur défense anti-aérienne que sur la capacité de leur armée de l'air à défendre leur ciel. Depuis la disparition de l'armée de Saddam Hussein, l'Iran est devenu le pays disposant de la plus grande armée du Moyen-Orient, avec environ un million de personnels, répartis entre l'Armée (*Artesh*, comptant pour 3/4 des effectifs) et le Corps des Gardiens de la Révolution (CGRI ou *pasdaran*, comptant pour 1/4). L'Iran a perdu beaucoup de ses capacités militaires après la guerre Iran-Irak et œuvre à les reconstruire depuis. Son armée de l'air et sa marine sont mal équipées et peu nombreuses (matériel conventionnel vieillissant ou obsolète). Pour pallier la faiblesse de la défense de son espace aérien, l'Iran a fait de la défense anti-aérienne une armée à part entière en 2009.

La réorganisation des forces armées est en cours depuis plusieurs années pour permettre aux forces armées iraniennes d'atteindre plus aisément leurs objectifs. Ces objectifs sont avant tout ceux de n'importe quelle autre armée du monde : la protection du territoire national. Le gouvernement iranien considère aussi la sécurité intérieure comme particulièrement importante (le CGRI a pour objectif de « défendre la révolution islamique », comme son nom l'indique. Ils sont assistés par le corps des volontaires des *Bassijis*, qui assurent le respect des règles sociales imposées par la république islamique). L'Armée iranienne est sous le commandement suprême du Guide de la Révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei. C'est un organe sous son autorité, appelé Conseil Suprême de Sécurité nationale qui est en charge de toutes les politiques de défense, de l'organisation des forces armées, de leur coordination et du renseignement. Ce conseil est présidé par le président de la république, Mahmoud Ahmadinejad (une liste des membres peut être consultée [ici](#)).

Pour pallier à son isolement international et aux faiblesses de ses capacités conventionnelles, l'Iran a développé des tactiques militaires innovantes depuis une vingtaine d'années. Puisque les iraniens ne pourraient pas faire face à une attaque conventionnelle d'Israël ou des Etats-Unis, ils ont choisi dans leur stratégie de développer des capacités de guerre asymétrique en mettant à profit l'expérience acquise par le CGRI dans les années 1980.

Parmi ces tactiques de guerre innovantes, citons la tactique « en essaim ». Comme dans la nature quand des petits animaux (guêpes, fourmis, loups...) allient vitesse de frappe et attaque simultanée pour venir à bout d'animaux plus gros qu'eux ; les iraniens ont compris que l'utilisation d'armes peu élaborées pouvait occasionner de lourds dégâts. Ainsi comptent-ils s'attaquer aux grands navires de guerre étrangers et aux supertankers, s'ils devaient répondre à une attaque par la mer. Les gardiens de la révolution disposent de petits bateaux rapides dans le Golfe Persique, dont la dangerosité a été prouvée en 2008 lors de l'incident avec un navire de guerre américain.

Les autres tactiques employées par l'Iran reposent sur des principes simples et efficaces :

- **l'art du secret ;**
- **être à la pointe de la technologie ;**
- **la maîtrise des explosifs ;**
- **la crédibilité comme force de dissuasion.**

L'art du secret tel qu'il est pratiqué en Iran ne se résume uniquement pas au secret-défense des militaires. Il s'agit plutôt d'un trait culturel qu'on retrouve chez les chiites iraniens, dérivant d'une doctrine religieuse, la *tariqa* (dissimulation), autorisant un fidèle chiite à dissimuler ses croyances religieuses en cas de danger. Je détaillerais ce point dans mon prochain billet au sujet des spécificités du chiisme iranien. Revenons aux tactiques militaires. Les iraniens sont donc passés maîtres dans l'art d'échapper à la surveillance et aux bombardements. Ils ont pour cela enterrés de nombreuses installations (lance-missiles, lance-roquettes) ou ont fait en sorte de les installer dans des bâtiments civils au cœur de zones urbaines pour être indétectables ou inattaquables sans de lourdes pertes parmi les civils. Les communications sont fortement sécurisées, et les sujets importants seront plutôt discutés en face à face, comment cela été fait dès la guerre Iran-Irak.

Etre à la pointe de la technologie permet aux forces armées iraniennes de pallier leurs insuffisances par ailleurs. L'accent n'est pas mis sur les matériels de guerre conventionnelle, mais sur les capacités de guerre asymétrique. Les iraniens ont sûrement aidé le Hezbollah pour leur permettre de décrypter les codes de l'armée israélienne au Liban. L'électronique de pointe peut être utilisée dans la confection de bombes difficilement désamorçables, les artificiers des Pasdarans semblent posséder le savoir-faire nécessaire. Les iraniens ont également perfectionné les charges creuses ou formées (un explosif dans une boîte, avec des clous ou boulons pour faire des schrapnels), qui, ironie de l'histoire, avaient été apprises aux Moudjahidin-e Khalq dans les années 1980. Ce même type de bombes artisanales tue aujourd'hui des soldats américains en Irak ou en Afghanistan. Présents sur ces terrains depuis longtemps, les gardiens de la révolution ont perfectionné ces instruments.

Les iraniens veulent pouvoir contrôler les flux de pétrole dans le golfe persique et protéger leurs propres installations, pour éviter de connaître les mêmes pertes que pendant la guerre Iran-Irak en cas de conflit.

L'Iran est également passée maître dans l'art des explosifs. Avec les opérations à la voiture piégée au Liban que les gardiens de la révolution avaient organisés contre des cibles américaines ou israéliennes dans les années 1980, l'efficacité meurtrière de la voiture piégée a été démontrée.

Enfin, la dernière des tactiques pour assurer la défense de l'Iran : la crédibilité de la menace iranienne sert de force de dissuasion. Cette crédibilité se manifeste dans plusieurs domaines. La menace nucléaire iranienne par exemple. Les services de renseignements occidentaux n'arrivent toujours pas à se mettre d'accord sur la réalité et l'activité réelle du programme nucléaire iranien (selon le [NIE 2007](#), l'Iran ne serait plus autant déterminé à acquérir l'arme nucléaire). Ce doute, qu'entretiennent les iraniens en soufflant le chaud et le froid à ce sujet, est suffisant pour rendre la menace iranienne crédible. Le développement de missiles longue portée (Shahab-3) participe aussi de cette crédibilité. La stratégie des intermédiaires qu'entretient l'Iran dans des zones clés du Moyen-Orient est un dernier élément de cette crédibilité. Le Hezbollah, à l'origine groupe terroriste, s'est transformé en véritable force de guérilla, capable de tenir tête à Tsahal. L'influence sur les chiites

irakiens permet à Téhéran d'avoir la main sur une partie de l'Irak. Cette main-mise sur les intermédiaires donne à l'Iran un fort pouvoir de nuisance sur le terrain où ses ennemis identifiés opèrent (sur Israël, sur les Etats-Unis en Irak ou en Afghanistan).

A la lumière de ce contexte, il devient peut-être plus facile de lire les actualités en rapport avec les forces armées iraniennes. Chaque déclaration ou chaque test d'armement pourrait être une des manifestations des manoeuvres militaires visant à mettre la main sur le Moyen-Orient. L'Iran défend sa côte du Golfe Persique grâce à des missiles Silkworm achetés aux chinois, ou essaie d'acheter des S-300 à la Russie, qui serviraient à infliger des dégâts à tous les navires circulant dans le Golfe. La flotte américaine pourrait subir une contre-attaque de la part des flotilles de vedettes rapides des *Pasdaran* qui attaqueraient en essaim. La protection du voisinage immédiat, à l'est et à l'ouest, suit à peu près les mêmes schémas en Irak comme en Afghanistan : renforcement des patrouilles de gardes-frontières et de *Pasdaran* pour éviter l'entrée de groupes hostiles à l'Iran, que ce soit des forces de guérilla ou des équipes des forces spéciales américaines. L'influence politique et religieuse sur les populations chiïtes de ces pays ainsi que les liens économiques sont aussi utilisés pour décourager les gouvernements de ces pays de prendre des décisions qui iraient à l'encontre des intérêts de la défense de l'intégrité territoriale iranienne. Les groupes terroristes ou de guérilla peuvent aussi être instrumentés pour amener l'Iran à ses fins. Plus loin vers l'ouest, l'Iran doit se protéger de la menace israélienne. Pour ce faire, il adopte une attitude plus agressive vis à vis d'Israël, en faisant la démonstration de ses missiles de croisière sol-sol ou en entretenant le doute sur l'aspect militaire de son programme nucléaire. De plus, les iraniens contrôlent plus ou moins le Hezbollah, le Hamas et d'autres groupes libanais ou palestiniens représentent une menace sérieuse pour Israël qui se verrait attaqué sur son sol si une attaque était lancée sur les iraniens.

La stratégie militaire des iraniens se fait à long terme, contrairement aux occidentaux qui ont plus tendance à considérer le court terme. Pour arriver à ses fins, j'ai parfois l'impression que l'Iran fait ses opérations en suivant les conseils de Sun Tzu : « Un bon général tire parti de tout, et il n'est en état de tirer parti de tout que parce qu'il fait toutes ses opérations avec le plus grand secret, qu'il sait conserver son sang-froid, et qu'il gouverne avec droiture, de telle sorte néanmoins que son armée a sans cesse les oreilles trompées et les yeux fascinés ».

Références :

- *Iran : l'irrésistible ascension*, Robert Baer, Folio documents, octobre 2009, 434 p., ISBN 978-2070398898
- *USA-Echac d'un exercice militaire simulant une attaque de l'Iran*, Reuters, 1/02/2010
- *Iran Military guide*, GlobalSecurity.org
- *Iran : la défense anti-aérienne devient une armée à part entière*, Centre français de Recherche sur le renseignement, mars 2009.
- *Iranian Defensive strategies*, Meir Javedanfar, MEEPAS, 2005.
- *Bibliographie sur la stratégie militaire iranienne*, compilée par Glenda Armstrong, Muir S. Fairchild Research Information Center, 2007.

fabdany

février 4th, 2010 à 12:38

<http://www.liranpourlesnuls.net/2010/02/04/decryptage-de-la-strategie-militaire-iranienne/>

---

### 3-2 Dmitri Zaks : La Russie dit à l'Iran de conserver des ambitions nucléaires pacifiques.

Le président russe Dmitri Medvedev a insisté jeudi sur l'importance du caractère «pacifique» du programme nucléaire iranien, lors de sa première rencontre avec son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad depuis la dégradation des relations entre les deux pays ces derniers mois.

Au cours d'une «conversation très ouverte» en marge d'un sommet régional dans la capitale azerbaïdjanaise Bakou, M. Medvedev a souligné «l'importance du caractère pacifique dans la poursuite du programme nucléaire iranien», a déclaré le conseiller diplomatique du chef de l'État russe, Sergueï Prikhodko.

«Aucune question fâcheuse n'a été évitée, ni de notre côté, ni de celui de nos collègues» iraniens, a-t-il ajouté à l'issue de la rencontre. Celle-ci intervenait après le récent refus par Moscou de livrer à Téhéran des missiles sophistiqués S-300.

L'Iran et les grandes puissances réunies au sein du groupe 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU: États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, plus l'Allemagne) sont convenus de reprendre le 5 décembre leurs discussions autour du programme nucléaire iranien, interrompues depuis octobre 2009. Mais ni le lieu de cette rencontre, ni le détail de son ordre du jour n'ont pour l'heure été fixés.

La communauté internationale soupçonne l'Iran de chercher, malgré ses dénégations, à se doter de l'arme nucléaire sous couvert de son programme nucléaire civil.

Avant sa rencontre avec M. Medvedev, le président iranien a déclaré que Téhéran était «toujours prêt à négocier» sur son programme nucléaire mais a rejeté toute pression.



Les pays occidentaux «pensent qu'ils parviendront à quelque chose en faisant pression sur l'Iran, mais ce ne sera pas le cas. Ils espèrent qu'un blocus de l'Iran changera le peuple iranien. Mais le peuple iranien ne sera pas brisé par les sanctions», a affirmé M. Ahmadinejad.

Outre le nucléaire, «les questions sur l'indispensable développement des relations avec l'Iran ont été abordées», a ajouté M. Prikhodko, en évoquant notamment les échanges commerciaux.

La Russie veut poursuivre sa coopération avec la République islamique dans les domaines qui ne tombent pas sous le coup des sanctions de l'ONU, a-t-il expliqué.

En septembre, M. Medvedev a annulé la vente de missiles S-300 en invoquant les sanctions prévues par une résolution de l'ONU, qui a condamné en juin pour la sixième fois en quatre ans le programme nucléaire iranien controversé.

Ces sanctions interdisent notamment la livraison de certains matériels militaires à Téhéran, mais les dirigeants iraniens ont présenté cette décision comme une soumission de la Russie aux États-Unis.

L'Europe, les États-Unis et Israël s'étaient élevés contre la vente de S-300 car ce système perfectionné de missiles, équivalent du système américain Patriot, permettrait à Téhéran de défendre efficacement ses installations nucléaires en cas de frappes aériennes.

L'épisode concernant ces missiles n'est qu'un des signes illustrant les distances prises par la Russie vis-à-vis de l'Iran, selon des experts.

Moscou a déjà soutenu une série de résolutions de l'ONU sanctionnant Téhéran et M. Medvedev a admis l'été dernier que l'Iran était «proche d'avoir le potentiel» de construire une bombe nucléaire.

La rencontre Medvedev-Ahmadinejad est intervenue en marge du troisième sommet des pays riverains de la mer Caspienne, parmi lesquels figurent aussi l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan.

Peu de progrès étaient attendus au cours des pourparlers entre les représentants des cinq États qui ne parviennent pas à s'entendre sur le partage des vastes ressources de cette mer fermée.

**Dmitri Zaks**

Agence France-Presse

18 novembre

<http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/nucleaire-iranien/201011/18/01-4343905-la-russie-dit-a-liran-de-conserver-des-ambitions-nucleaires-pacifiques.php>

---

### 3-3 Lahouari Addi : Le « harki du système » et la croisade contre l'Iran.

nb / Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Dans une interview publiée le 18 octobre 2010 par Le Quotidien d'Oran, Sid Ahmed Ghozali a assumé son geste de condamnation de la présence du président iranien au siège de l'Onu.

Il avait personnellement écrit au maire de New York pour lui demander de refouler Ahmadinejad à son arrivée à New York. Qu'un ancien Premier ministre algérien s'associe à la croisade de l'Occident contre l'Iran sous prétexte que le régime iranien n'est pas démocratique est pour le moins surprenant.

Compte tenu du déficit démocratique de nombreux pays arabes, Ghozali risque d'écrire à tous les maires des capitales occidentales de ne pas recevoir des chefs d'Etat arabes en visite officielle.

#### **L'incohérence du « harki du système »**

Les journalistes K. Sélim et K. Daoud du Quotidien d'Oran ont relevé l'incohérence et l'absurdité d'une telle démarche en faisant remarquer qu'il n'y a pas qu'en Iran où les droits de l'Homme sont violés.

L'Égypte, l'Arabie saoudite et même l'Algérie sont souvent citées dans des rapports d'ONG de droits de l'Homme sans que Ghozali ne s'en indigne outre mesure. Le dernier rapport de Reporters sans frontières place les pays arabes parmi les derniers dans le monde en matière de liberté d'expression. L'Algérie occupe la position peu enviable de 133e sur 178 pays. A cette objection, l'intéressé répond que le pouvoir iranien a tué 30 000 opposants.

C'est exact et cela s'est passé durant une période de violence au début des années 1980. Sid Ahmed Ghozali oublie que le conflit en Algérie des années 1990 a fait 200 000 morts pour une population deux fois moindre. Il peut encore arguer que les terroristes islamistes ont tué une partie de ces 200 000 personnes, mais peut-il chiffrer le nombre de celles tuées par les services de sécurité ?

Le plus grave, c'est qu'il porte une responsabilité personnelle devant l'histoire puisqu'il a, en tant que chef formel de l'exécutif, annulé les élections de décembre 1991, annulation qui a provoqué la tragédie nationale qui a ruiné le pays. Qu'il le veuille ou non, Ghozali a été le chef du gouvernement qui a fait



avorter la transition démocratique commencée après Octobre 1988 au prix de dizaine de milliers de morts.

Quand on porte une telle responsabilité, la moindre des choses, c'est de se faire oublier et ne pas verser des larmes de crocodile sur les victimes d'Iran ou d'ailleurs. En janvier 1992, il n'a même pas eu la dignité de démissionner comme Chadli Bendjedid qui, pourtant, n'a pas étudié comme lui à l'Ecole polytechnique de Lausanne. Aujourd'hui, pour se déculpabiliser, il affirme qu'il a été « le harki du système » et qu'il n'a fait qu'obéir à « l'armée politique ». Il ne se rend pas compte que sa responsabilité est pleine et entière. Car cette « armée politique » avait besoin de perspectives, de projet, d'orientations qu'il a été incapable de lui fournir. Le coup d'Etat de janvier 1992 n'est pas une fatalité et il aurait pu être évité en amont et en aval des élections.

Machiavel disait qu'un homme politique doit avoir la fortuna (l'opportunité) et la vertu (les capacités). Ghozali a rencontré la première et il ne l'a pas exploitée parce qu'il n'a pas la deuxième. Il a été de tous les gouvernements depuis l'indépendance, ayant occupé les postes les plus prestigieux de l'Etat sans avoir eu la capacité de s'affirmer autour de ses collaborateurs ou d'avoir un crédit ou une base sociale dans le pays. Aujourd'hui, il rue dans les brancards et donne des coups à l'ancien employeur dès lors qu'il a été écarté.

A quoi pouvait s'attendre l'employeur qui a toujours prisé les civils apolitiques, incompetents et sans convictions ? La leçon sera-t-elle retenue pour opérer une véritable rupture ? L'expression « harki du système » est lourde de sens et confirme ce que le discours politique officiel a toujours nié : l'existence d'une bipolarité au sommet de l'Etat où cohabitent un pouvoir formel (président et gouvernement) qui n'a pas l'autorité politique pour diriger le pays et un pouvoir réel (ce que S.A.G. appelle « l'armée politique »), source de légitimité, en contradiction avec la constitution et en décalage avec les institutions. C'est là qu'il faut chercher la cause profonde de la crise politique qui empêche l'Etat et les institutions d'être représentatifs et de véhiculer les demandes sociales de la population.

Mais Sid-Ahmed Ghozali n'apporte pas sa contribution pour sortir de la crise, ni pour dépasser cette contradiction héritée du mouvement national. Il exprime un dépit, une insatisfaction de quelqu'un qui estime avoir été écarté injustement et qui se venge en divulguant « un secret ». On n'est pas dans la politique, on est plutôt dans l'incohérence et les contradictions d'un serviteur zélé apolitique d'un ordre politique anachronique qui n'a pas compris les ressorts de la conflictualité mondiale, alors qu'il a été ministre des Affaires étrangères et ambassadeur.

### **Les enjeux de la croisade occidentale contre l'Iran**

Sid-Ahmed Ghozali n'est pas un homme politique et il l'a encore montré en envoyant cette lettre au maire de New York qui l'a aussitôt mise à la corbeille. Cette lettre n'est pas une erreur, c'est une faute lourde de la part d'un ancien responsable algérien, compte tenu de la nature du conflit qui oppose l'Iran à l'Occident.

La croisade contre l'Iran n'a pas pour enjeu les droits de l'Homme mais le rapport de force entre Israël et les Palestiniens. Il faut consulter les médias occidentaux pour s'apercevoir comment l'opinion publique est conditionnée en présentant l'Iran comme un régime du Moyen-Âge, comme si les alliés saoudien et égyptien étaient des modèles de démocratie.

Le nucléaire iranien est devenu l'obsession de l'Occident qui s'identifie à la droite israélienne. Au lieu de faire pression sur l'Etat hébreu pour conclure la paix avec les Palestiniens, l'Occident désigne l'Iran comme l'ennemi irréductible qui menace la sécurité de la région. Mais l'enjeu véritable n'est pas la sécurité d'Israël puisque l'Iran n'osera jamais attaquer Israël avec une arme nucléaire sachant que les représailles seront telles que des millions d'Iraniens périraient et que le régime disparaîtrait. Et les Iraniens savent aussi qu'une telle attaque nucléaire de leur part frapperait aussi durement les Palestiniens et porterait des dommages irrémédiables à la Jordanie, la Syrie et l'Égypte. L'exiguïté de la région et l'absence de profondeur stratégique interdisent l'emploi du nucléaire en cas de conflit.

Ce qui n'exclut pas que la possession de l'arme atomique modifie les rapports de force et donne à la diplomatie des tons plus agressifs.

Comment alors expliquer l'hostilité, pour ne pas dire plus, de l'Occident à l'endroit de l'Iran ?

Ce que l'Occident ne pardonne pas à ce pays, c'est d'avoir remplacé l'Égypte de Nasser, dans son opposition à Israël. Au moment où l'Occident a mis à genoux le nationalisme arabe, certes seulement verbalement révolutionnaire, au moment où Sadate signait le traité de la honte avec Israël en contrepartie

de quelques millions de dollars, Khomeini prend le pouvoir à Téhéran, rompt les relations diplomatiques avec Israël, invite Yasser Arafat et proclame son désir de libérer Jérusalem.

L'Iran des ayatollahs venait de ruiner le rêve d'une installation irréversible d'Israël dans la région. Dans les années 1950, Nasser était assimilé à Hitler et était accusé de vouloir perpétrer un génocide contre les survivants des camps d'extermination nazis. Le même discours est aujourd'hui mobilisé contre Ahmadinejad présenté comme antisémite alors que le Parlement iranien est le seul dans le monde musulman où siègent deux députés iraniens de confession juive. L'Occident soutient et défend Israël pour deux raisons. La première est liée à la mauvaise conscience de son passé anti-sémite qui a mené droit aux crimes contre l'humanité perpétrés par l'Allemagne nazie contre des millions de juifs européens. L'innommable injustice contre ces derniers a été réparée en 1948 par l'injustice contre les Palestiniens qui payent pour des crimes qu'ils n'ont pas commis.

La deuxième raison est que la création d'Israël est la contrepartie de la décolonisation du monde arabe. Il ne faut pas oublier que les droites occidentales n'ont accepté la décolonisation que du bout des lèvres. Le discours irréal sur les aspects positifs de la colonisation, traduit en lois votées en 2005 au Parlement français, en est une illustration. Israël est la continuité du fantasme colonial que les droites occidentales n'ont pas abandonné, et il est faux de croire que le conflit du Moyen-Orient est dû au supposé antisémitisme des musulmans. Ce conflit est plutôt l'expression d'un différend et d'un lourd contentieux entre les droites occidentales et les peuples des anciennes colonies.

L'armée israélienne utilise contre les Palestiniens des avions et des chars payés par les contribuables américains et européens, ce qui indique le degré d'implication de l'Occident dans ce conflit. En dehors des Palestiniens, les musulmans vivent l'occupation de la Palestine comme une colonisation symbolique. Comme l'a fait remarquer Pierre Vidal-Naquet, Israël est un Etat colonial créé quand a commencé la décolonisation. Par conséquent, le conflit israélo-palestinien oppose l'Occident aux peuples du Tiers-Monde, et c'est ce qu'ont compris de nombreux dirigeants d'Amérique latine qui apportent leur soutien aux Palestiniens et aux Iraniens.

### Le nucléaire iranien bouleverse la géopolitique de la région

La campagne contre l'Iran, à laquelle s'est associé l'homme au papillon, a pour objectif de maintenir la supériorité géopolitique d'Israël dans la région, supériorité remise en cause par la volonté de l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. Cette dernière gêne Israël sur le plan démographique et militaire, deux éléments vitaux pour son existence. A l'exception de Hiroshima et Nagasaki, l'arme nucléaire n'a jamais été utilisée et il est probable qu'elle ne le sera pas, et c'est tant mieux. Les pertes humaines sont toujours à déplorer, y compris celles de civils israéliens. Il n'empêche que la bombe atomique installe un climat de terreur parmi les populations, ce qui dissuaderait de nombreux juifs d'Europe et d'Amérique à venir s'installer sur les terres des Palestiniens et poussera peut-être ceux déjà installés à repartir vers leurs pays d'origine.

Compte tenu de la croissance démographique desdits Arabes israéliens et des Palestiniens des Territoires, l'avenir d'Israël comme Etat exclusivement juif serait compromis. Il risque de s'éteindre démographiquement. L'autre raison pour laquelle Israël n'accepte pas le nucléaire iranien est que son armée ne servira plus à rien dans une situation de « guerre improbable, paix impossible » pour reprendre la formule de Raymond Aron utilisée dans le cadre de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. L'arme nucléaire a empêché la troisième guerre mondiale, ce qui a amoindri le facteur militaire dans la géopolitique mondiale.

Or, Israël assure sa survie en faisant une guerre aux Palestiniens et à ses voisins tous les dix ans. Lui enlever l'usage de la guerre classique, c'est donner un avantage politique à ses adversaires qui profiteront de la couverture diplomatique du nucléaire iranien pour lui imposer des compromis qui atténueront le caractère juif de l'Etat israélien et qui l'amèneront à accepter le scénario sud-africain, ce qui est un cauchemar pour les sionistes extrémistes et racistes soutenus par les droites occidentales qui tiennent encore à leur fantasme colonial anachronique.

Par conséquent, la croisade contre l'Iran menée par Washington, Paris, Londres et Berlin n'a pas pour enjeu les droits de l'Homme en Iran, ni la sécurité d'Israël. Elle a pour finalité la supériorité de ce pays dont les gouvernants continuent de nier aux Palestiniens le droit à un Etat. Quand un ancien Premier ministre algérien s'associe à cette croisade, cela signifie que le personnel politique algérien a renoncé aux valeurs de Novembre 54, qu'il s'allie aux nostalgiques de l'Algérie française et ne croit plus à la

solidarité avec les peuples opprimés. Autrement, comment expliquer qu'il n'y a pas eu de réaction officielle ni du pouvoir ni de ses partis.

Article publié avec l'accord de l'auteur

### Le Soir d'Algérie

Note de la rédaction : L'expression « harkis du système » a été utilisée par Sid Ahmed Ghozali lui-même dans un entretien accordé au Quotidien d'Oran le 18 octobre 2010 dans lequel il affirmait : « *Je n'ai jamais fait partie du système, (...) Il faut parler de système dans le système et identifier celui et ceux qui prennent la décision. Moi et d'autres, nous n'avons jamais pris la décision. Quelque part, je le dis aujourd'hui, nous avons été les « harkis du système ».*

Lahouari Addi

Samedi 6 novembre 2010

Source : Oumma.com

Publié le 8 novembre 2010 avec l'aimable autorisation d'Oumma.com

<http://www.oumma.com/...>

---

---

## 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 4-1 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

Jeffrey Blankfort est américain. Il est photographe, producteur d'émission de radio et analyste du Moyen Orient. C'est un militant pro-palestinien connu et ses articles ont été publiés dans beaucoup d'organes d'information progressistes.

Il offre des émissions sur KZYX à Mendocino et KPOO à San Francisco. Auparavant Blackford a été le directeur de publication du Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. En février 2002, il a gagné un procès contre l'organisation sioniste Anti-Defamation League (ADL) qui avait espionné des citoyens américains qui critiquaient Israël et sa politique d'expansion.

Jeffrey a accepté de me donner un interview exclusif portant sur l'influence du lobby israélien sur les décideurs du gouvernement américain, le programme nucléaire illégal et secret d'Israël, le conflit israélo-palestinien et la menace d'une attaque imminente d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran.

Blankfort ne craint pas de critiquer clairement le régime d'apartheid israélien et il croit qu'Israël est la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Kourosh Ziabari

Kourosh Ziabari : Dans votre article : "Le lobby israélien et la gauche : des questions difficiles" vous explorez de manière approfondie la domination du lobby israélien sur l'administration américaine et vous citez des exemples convaincants de l'influence de riches sionistes sur les multinationales et sur les médias de la pensée dominante en Amérique. Ma question est la suivante : Quelle est la source de l'immense pouvoir et de l'immense richesse que les sionistes détiennent ? Comment les Juifs ont-ils pu développer un pouvoir d'influence et des capacités financières telles qu'ils sont désormais capables de cadrer, changer et modifier les composantes de la politique des USA ?

Jeffrey Blankfort : Cette question nécessiterait une réponse élaborée. Mais on peut dire qu'un segment important et bien organisé de la communauté juive s'est consacré, après la seconde guerre mondiale, à l'établissement et à la prospérité d'un état juif dans la Palestine historique dans lequel la vie et la subsistance des Palestiniens arabes autochtones n'avait aucune valeur.

Le fait que ce groupe ne représentait pas - et n'a jamais représenté - la majorité des Juifs américains a été largement compensé par l'ardeur de son militantisme au profit d'Israël dans tous les secteurs importants de la société américaine et à tous les niveaux de la vie politique de la nation. Son succès n'aurait pas été possible, cependant s'il n'y avait pas eu dans ses rangs un nombre important de riches hommes d'affaire juifs désireux de contribuer financièrement à acheter le soutien du Congrès américain ainsi que celui de pratiquement tout le corps législatif ou à intimider et faire taire les éventuels critiques d'Israël.

Bien avant la naissance des premiers sionistes, des banquiers et des capitalistes juifs s'étaient établis en Europe et aux USA, de sorte qu'il n'est pas surprenant que certains d'entre eux, à commencer par Lord Rothchild au début du siècle dernier, aient soutenu le projet sioniste. Aujourd'hui ils forment de loin le plus important groupe de donateurs privés des deux partis politiques.

Les médias, comme on peut s'y attendre, ont été une de leurs premières cibles, et on peut hélas constater chaque jour que des supporters avoués d'Israël qui ne sont pas nécessairement juifs, comme Rupert Murdoch, les contrôlent maintenant complètement.

Il n'y a aucun doute que le réseau de soutien d'Israël, qu'on appelle par euphémisme "lobby" a influencé de manière significative l'ensemble de la politique des USA au Moyen-Orient et a été un facteur déterminant de la gestion du conflit israélo-palestinien, cependant sa puissance a des limites. Certes, grâce à ses contacts à la

Maison Blanche et au Pentagone, il a réussi à entraîner les USA dans la guerre d'Iraq, mais il n'est pas encore arrivé à convaincre Washington de bombarder l'Iran ni à obtenir le feu vert des USA pour bombarder les installations nucléaires iraniennes. Il est clair qu'il y a des éléments importants du Pentagone et des services secrets qui sont conscients qu'une attaque de l'Iran par les USA ou Israël provoquerait presque certainement une catastrophe globale.

KZ : Dans votre article vous faites allusion aux conflits et luttes entre Israël et l'Administration américaine des dernières dizaines d'années au cours desquelles les Présidents des USA, Richard Nixon en tête, ont essayé de contenir la politique d'expansion d'Israël et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens opprimés. En admettant que l'Administration ait vraiment tenté d'oeuvrer dans ce sens tout en répétant sans cesse son engagement à garantir la sécurité d'Israël, pourquoi alors ses efforts ont-ils échoué ?

JB : Aucun Président américain, j'en ai peur, ne s'est soucié des conditions de vie du peuple palestinien. Arrêter l'expansion d'Israël et obtenir que Tel Aviv se retire de tous les territoires qu'il avait conquis en 1967 était pour les Américains une mesure d'intérêt national.

Tous les efforts précédents ont échoué parce qu'aucun président n'a voulu payer le prix politique intérieur nécessaire pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés d'autant plus qu'ils savaient que leurs efforts seraient contrecarrés par l'écrasante majorité des deux chambres du Congrès quelle que soit leur affiliation politique de même que par les médias qui sont aux mains des sionistes.

Le seul qui ait fait un effort sérieux dans ce sens et qui ait osé affronter le réseau sioniste et le Congrès a été Georges Bush Senior quand il a refusé de satisfaire la demande d'Israël de 10 milliards de prêts garantis en 1991 et de nouveau en 1992 mais même lui dut finalement céder.

KZ : Les Israéliens ont l'habitude de qualifier d'antisémites pour les diffamer et les vilipender ceux qui osent critiquer leur politique et leurs actes belliqueux et agressifs. Ils accusent tous ceux qui les critiquent d'être antisémites. Cela inquiète les faiseurs d'opinion et les politiciens et les décourage de parler d'Israël en termes négatifs. Y a-t-il un moyen de faire prendre conscience au public que l'étiquette antisémite n'est pas réhabilitaire\* et que critiquer Israël n'est pas de l'antisémitisme ?

JB : Les allégations "d'antisémitisme" brandies contre ceux qui critiquent Israël n'ont plus le poids qu'elle ont eues mais elles sont encore très efficaces particulièrement quand l'accusé est l'employé des médias dominants, comme nous l'avons vu dernièrement avec le cas d'Helen Thomas, d'Octavia Nasr et de Rick Sanchez et dans l'industrie du cinéma qui a été longtemps un bastion sioniste ayant été développée par des Juifs au 19ème siècle, bien qu'à l'époque aucun d'eux n'était sioniste.

Le pouvoir qu'a l'accusation d'antisémitisme de mettre les personnes publiques à genoux finira le jour où un assez grand nombre de personnalités américaines ne l'accepteront plus. Quand à dire quand cela arrivera, je n'en sais rien.

KZ : La Fédération des Scientifiques Américains a confirmé qu'Israël possédait jusqu'à 200 têtes nucléaires même si elles ne sont pas déclarées. Comme il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération, Israël n'a jamais permis à l'IAEA de contrôler son arsenal nucléaire. Nous savons déjà ce qui est arrivé à Mordecai Vanunu qui a perdu sa liberté pour avoir dit la vérité. Que pensez-vous qui va arriver au programme nucléaire israélien ? Tel Aviv va-t-il continuer à bénéficier du privilège de ne pas avoir à rendre compte de ses actes ?

JB : Tant que le réseau de soutien du sionisme contrôle le Congrès, tant qu'aucun Président américain n'a pas le courage de simplement mentionner l'existence des armes nucléaires israéliennes et tant que les USA continuent de tenir les cordons de la bourse de l'ONU, Israël bénéficiera de l'impunité et de l'immunité. Si la direction des mouvements antinucléaires américains maintenant disparus comme "le mouvement pour la paix" n'avait pas été dominée par les sionistes, il y aurait peut-être eu un débat sur le sujet, mais comme elle l'était le sujet a été considéré tabou.

KZ : Parlons maintenant de l'Iran. L'Iran est décrite dans les médias étasuniennes d'une manière déformée et hypocrite. Beaucoup d'Américains qui n'avaient jamais entendu parler de l'Iran sont aujourd'hui confrontés à l'image horrible et terrifiante qu'en donnent les médias dominées par les sionistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation iranienne, ni de ce qu'ont de spécifique sa société et sa culture. Comment pourrait-on porter la vraie nature de l'Iran à la connaissance des Américains qui n'ont pas les moyens de la découvrir par eux-mêmes ?

JB : La plupart des Américains ne sont pas capables de trouver l'Iran ni quelque autre pays du Moyen Orient ni même n'importe quel pays du monde, sur une carte. Pour la plupart ils sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler un "problème géographique" autant qu'historique. Il n'y a pas d'antidote à cela au monde et c'est la raison pour laquelle Washington peut se permettre de faire la guerre à des pays qui ne lui ont jamais fait aucun mal. Si les soldats étaient des appelés comme pendant la guerre du Vietnam, ni la guerre d'Iraq ni celle de l'Afghanistan n'auraient duré aussi longtemps et il y aurait une grande opposition à une attaque contre l'Iran.

Quand Nixon a eu l'intelligence de supprimer la conscription des hommes de 18 ans au début des années 1970, cela a détruit l'épine dorsale du mouvement anti-guerre et c'est la raison pour laquelle Washington ne veut pas revenir à la conscription malgré la pression énorme résultant de la nécessité de maintenir une armée assez nombreuse pour mener plusieurs guerres de front. Sans la crainte que leur jeunes de 18 ans ne soient appelés au combat, il n'y a pas de mouvements contre la guerre et c'est pourquoi il n'y a pas d'opposition à la guerre digne de ce nom aux USA à l'heure actuelle.

KZ : Beaucoup de gens dans le monde croient que la presse américaine est complètement libre et peut dire tout ce qu'elle veut sans que la moindre restriction ou censure ne lui soit imposée par l'Administration. On peut presque dire que le gouvernement américain ne se mêle pas directement de ce qui concerne les médias ;



cependant on a l'impression qu'il y a une pression implicite sur les médias pour ne pas dépasser la ligne rouge et violer des lois non écrites comme l'interdiction de critiquer Israël. Pouvez-vous nous en dire plus ?

JB : Ce n'est pas le gouvernement qui empêche les critiques d'Israël de s'exprimer, c'est la peur des réactions qu'engendre toute critique sincère d'Israël que ce soit dans un article ou un dessin humoristique des médias même si le journaliste est juif. Il y a plusieurs organisations, dont les plus importantes sont la Anti-defamation League, CAMERA et HonestReporting, qui sont capables d'envoyer immédiatement un torrent d'emails et de lettres à l'éditeur d'un journal qu'ils jugent offensant et parfois même de se rendre dans les bureaux du journal en question pour s'assurer que les médias comprennent bien ce qu'ils peuvent écrire ou pas. Comme il n'y a pas de pression équivalente en faveur de la critique d'Israël, les médias préfèrent éviter l'affrontement.

Il fut un temps où un certain nombre de journalistes des médias dominants écrivaient des articles critiques sur Israël sans avoir de problèmes. Mais c'était il y a 20 ans et ils ne sont plus là.

KZ : Voici ma dernière question : Comment voyez-vous l'avenir d'Israël ? Va-t-il continuer à déterminer la politique étrangère américaine et contrôler les politiciens américains ? Est-il capable de maintenir le blocus de Gaza ? Et finalement Israël parviendra-t-il à survivre politiquement ?

JB : Tant que les supporters d'Israël ou ses agents aux USA parviennent à contrôler le Congrès américain et à intimider tous les présidents en exercice, et tant que ces mêmes forces dominent les médias, il n'y aura pas de changement aux USA ni à Gaza. Bien que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions se développe petit à petit aux USA, il n'y a pas l'intensité qu'il a ailleurs et ses cibles sont limitées à ce que les firmes américaines et Israéliennes produisent en Cisjordanie, aussi, si l'on veut être réaliste, il y a peu de chance que les USA exercent une pression déterminante sur Israël.

Ce que fait Israël, cependant, peut engendrer des changements qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui. Après avoir été vaincu deux fois par le Hezbollah, les officiels israéliens ne cessent de menacer de déclarer une nouvelle guerre au Liban et comme les USA, l'Europe et l'ONU n'ont pas sanctionné leurs précédentes guerres au Liban, ils vont sûrement encore essayer.

A la différence des Palestiniens, les Libanais n'ont pas l'intention de se laisser faire et sont capables de rendre coup pour coup, comme les Israéliens en ont fait l'expérience quand les Libanais ont résisté à leur occupation et stoppé la Wehrmacht israélienne tant vantée en 2006. Si Israël attaquait l'Iran les répercussions seraient peut-être suffisantes pour entraîner Israël dans un processus qu'on pourra sans doute qualifier d'autodestructeur. Pour le moment, vu le soutien inconditionnel à tous ses crimes dont il bénéficie de la part des Américains et son arsenal de d'armes nucléaires, je considère Israël comme la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/10/i...>

Note du traducteur :

\* A la différence de la France qui s'est dotée de la loi Gayssot, ce qui permet les poursuites juridiques et augmente donc d'autant la capacité d'intimidation du lobby sioniste.

Jeffrey Blankfort

Kourosh Ziabari est un reporter freelance et un correspondant de presse iranien.

Ses articles ont été publiés dans de nombreux médias et journaux comme le Tehran Times, Salem News, Palestine Think Tank, Press TV, Foreign Policy, Journal, Islam Online et Middle East Online. Il est membre de Llaxcala translators Network for Linguistic Diversity.

Traduction : D. Muselet

28 octobre 2010

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>  
<http://www.legrandsoir.info:80/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19